

Déjeuner du Cercle des Réseaux européens

Avec madame Laperrouze

17 février 2009

Athenora  Consulting

Lors du déjeuner fêtant le premier anniversaire du cercle des réseaux européens en compagnie de sa marraine, madame Laperrouze, deux thèmes principaux ont été évoqués au cours d'un échange libre, d'une part l'état des différents paquets sur la libéralisation (énergie et telecoms) et d'autre part l'état des élections européennes.

Etat des lieux des paquets Energie et Telecom

Plusieurs réunions formelles ont été organisées pour cadrer la 2^{ème} lecture du paquet Energie et notamment une portant sur la question du régulateur, pierre d'achoppement dans les débats entre la Commission, le Parlement et le Conseil.

Il y a cependant assez peu d'avancées sur le sujet en raison d'une multiplicité de facteurs : manque de leadership de la présidence tchèque, les positions des Etats membres à quelques mois des élections, la grande quantité de textes (5).

Le Parlement a mis en place une équipe de négociation et madame Laperrouze représente l'ALDE.

Le parlement européen était au départ très favorable à l'ownership unbundling notamment pour l'électricité. Pour le gaz deux questions se conjuguent, celle de la sécurité d'approvisionnement, notamment suite aux crises du gaz qui semblent devenir récurrentes et celle de la propriété des réseaux. Les crises ont conduit le Parlement à évoluer sur la question de la propriété des réseaux. La crise a également montré le besoin d'un maillage renforcé, notamment entre la Bulgarie et la Roumanie.

Le Parlement et le Conseil ne sont pas parvenus à un accord, le Conseil étant en faveur de la 3^{ème} option pour le gaz et l'électricité. Cette question n'a pas encore été évoquée dans le cadre de la 2^{ème} lecture. Pour le moment, c'est la question de la pauvreté énergétique qui a été évoquée. De même, la question du coordinateur européen permettant de créer un vrai marché européen n'a pas encore été traitée.

Les députés européens sont assez conscients de la fragilité du système électrique.

La problématique du développement des interconnexions et des investissements dans les réseaux pour créer un vrai marché est aussi au centre des débats. Le Parlement est également très attaché

à un pouvoir de régulation renforcé et indépendant, capable d'identifier les projets prioritaires, de fixer un plan d'investissement avec un gestionnaire d'infrastructures qui serait en capacité de sentir les besoins. La question des régulateurs nationaux fait l'objet d'une divergence de vues entre le Parlement et le Conseil.

La question des plans de relance a été évoquée avec le focus placée par la Commission sur l'énergie. Le Parlement n'a pas été consulté et la liste publiée le 28 janvier fait figure de liste à la Prévert, et porte les traces du difficile équilibre politique visant à satisfaire tous les Etats. Il est curieux pourtant que le transport soit absent de cette liste, surtout que dans le même temps, la Commission a renoncé à son plan sur la mobilité urbaine. Rien dans ce plan ne concerne les interconnexions et les goulets d'étranglement alors que dans le même temps l'Union européenne s'impose des normes très forte en matière d'émissions de Co2.

Une question demeure : le plan de relance va-t-il pousser à investir ? Le poids du Parlement est assez limité concernant sur sujet, il peut simplement accepter ou refuser la liste de la Commission. Mais il se montre assez critique en raison de l'absence d'études d'impact, de répartition géographique ou de transparence. Le plan souffre également d'une absence de vision prospective sur de nombreux thèmes.

Sur le paquet Telecom, les progrès sont encore moins visibles et la présidence tchèque encore plus absente. Les questions sont similaires (rôle du régulateur, question de la séparation fonctionnelle). Le Parlement est particulièrement soudé et prêt à établir un rapport de force avec le Conseil.

En termes de calendrier, l'objectif est de parvenir à répondre aux questions liées au spectre, à l'harmonisation, au rôle de l'agence. Plusieurs acteurs sont assez critiques et parlent d'une occasion manqué du paquet telecom trop timide.

Sur le volet des élections européennes

Graham Watson a officiellement présenté sa candidature pour la présidence du Parlement européen. Le résultat dépendra évidemment des élections.

Les têtes de listes pour le MODEM en France sont :

- **Région Sud-Ouest**, Robert Rochefort et Anne Laperrouze
- **Région Est**, Jean-François Kahn, Nathalie Griesbeck, Yann Wehring
- **Région Ouest**, Sylvie Goulard, Bruno Joncour
- **Région Sud-Est**, Jean-Luc Bennahmias, Fabienne Faure, Gilles Artigues
- **Région Nord-Est**, Corinne Lepage, Olivier Henno
- **Centre**, Jean-Marie Beaupuy, Chérifa Adaissi
- **Île-de-France**, Marielle de Sarnez, Bernard Lehideux, Fadila Mehal